

UNE ORIENTATION ANTILENINISTE

LE projet de thèses que le Comité Central soumet aux adhérents contient un programme de nationalisations; les problèmes du socialisme, bien que de manière embrouillée et au demeurant fort contradictoire, y sont évoquées. Par là le projet de thèses tend à répondre aux aspirations de la classe ouvrière; cependant le fond demeure le même et la ligne peut toujours se résumer ainsi: Indépendance nationale, refus d'un programme de transition.

Le P.C.F., face à l'intégration capitaliste de l'Europe ne donne pas d'autre mot d'ordre que celui d'indépendance nationale considérée, de facto, comme le couronnement de toutes les luttes dans la période actuelle.

Cette politique peut voisiner sur le papier avec les citations de Lénine. Cependant l'examen des principes fondamentaux et surtout l'esprit du léninisme montre qu'il s'agit d'une falsification.

Le mot d'ordre d'indépendance nationale est d'introduction relativement ancienne. C'est à la veille du Front Populaire que ce tournant énorme s'est effectué, concrétisé notamment par l'association du drapeau tricolore au drapeau rouge et par la formule bien connue « aux accents mêlés de l'Internationale et de la Marseillaise ».

Pendant quinze ans, par conséquent, malgré de profondes erreurs, jamais, en gros, le mot d'ordre de lutte pour la Patrie ne figurait dans les textes et résolutions de Congrès. Et c'est du nom de social-patriotes qu'étaient qualifiés les dirigeants les plus embourgeoisés de la social-démocratie.

Nous sommes en présence d'une mise au rancart pure et simple d'importants principes du léninisme. Nous allons le prouver en nous référant aux écrits mêmes de Lénine et aux textes adoptés par le II^e Congrès de l'Internationale Communiste — que les dirigeants staliniens de tous les pays se sont empressés de cacher aux nouveaux adhérents.

Lénine, dans un magnifique texte: « les enseignements de la Commune » qui ne fut porté à la connaissance des adhérents et des sympathisants du P.C.F. qu'en 1954 (Cahiers du Communisme de Mars), écrit:

« ...et Blanqui, par exemple, révolutionnaire incontestable, et adepte fervent du socialisme, ne trouva pas pour son journal de titre mieux approprié que ce cri **bourgeois**: la Patrie en danger. » (P. 353.)

Et plus loin:

« La réunion de ces deux objectifs contradictoires — patriotisme et socialisme — fut l'erreur fatale des socialistes français. Déjà dans le Manifeste de l'Internationale, en septembre 1870, Marx mettait le prolétariat français en garde contre l'engouement de l'idée nationale mensongère. » (P. 354.)

Quotidiennement on peut lire dans « L'Humanité » que le P. C. F. lutte pour les intérêts nationaux français. C'est la dernière formulation de la ligne nationale, la plus accentuée, la plus inacceptable. En 1920 le II^e Congrès de l'Internationale Communiste décidait:

« ...le Parti Communiste, interprète conscient du prolétariat en lutte contre le joug de la bourgeoisie, doit considérer comme formant la clef de voûte de la question nationale, non des principes abstraits et formels mais... la dissociation précise des intérêts des classes opprimées, des travailleurs, des exploités, par rapport à la conception générale **des soi-disants intérêts nationaux qui signifient en réalité ceux des classes dominantes.** »

Pour le Parti Russe, c'était signé par **N. Lénine**, G. Zinoviev, N. Boukharine, L. Trotsky.

La direction du P.C.F. ne se contente pas de falsifier la pensée de Lénine, elle étend la falsification à celle de Marx. Maurice

Thorez a consacré une bonne partie de sa prose au rôle national du prolétariat. Il s'est évertué pendant des années à mettre au point son truquage qui consiste essentiellement à commenter fallacieusement le **Manifeste Communiste**. Le comble de la tromperie fut atteint dans une préface qu'il écrivit pour une édition japonaise de ses œuvres en 1954. « Citant » Marx, il écrivait: le prolétariat doit « s'ériger en classe dirigeante de la nation, devenir la nation elle-même ». Nous avons, à l'époque, reproduit la citation de Marx dans son intégralité: « Comme le prolétariat de chaque **pays doit en premier lieu conquérir le pouvoir politique** [ces mots soulignés ne figurent pas dans la citation de Thorez], s'ériger en classe nationalement dirigeante, devenir lui-même la nation, il est encore par là national, quoique nullement au sens bourgeois du mot. »

Ainsi donc pour les marxistes, pour les léninistes, le rôle national de la classe ouvrière se confond avec son pouvoir politique, et la lutte pour ce pouvoir politique. La nation est une réalité, mais elle n'est qu'un cadre dans lequel se déroule la lutte de classe.

Au contraire la politique d'indépendance nationale du P.C.F. a pour **contenu** la collaboration avec une aile de la bourgeoisie, comme le prouve l'union avec Daladier en 1936, la politique tripartite avec de Gaulle et le M.R.P. après la Libération, avec les bourgeois les plus réactionnaires comme au moment de la C.E.D., et en règle plus générale avec les chefs radicaux, agents du grand Capital, spécialement destinés à tromper les classes moyennes.

Pour Marx et Lénine, la lutte du prolétariat n'est nationale que **par la forme**. Pour les staliniens et les poststaliniens elle l'est encore **par le contenu**.

Marx et Engels, dans la célèbre critique qu'ils firent des programmes socialistes de Gotha et d'Erfurt, désapprouvèrent déjà cette position que l'on peut qualifier de révisionniste:

« Contrairement au Manifeste Communiste et à tout le socialisme antérieur, Lassalle avait conçu le mouvement ouvrier du point de vue le plus étroitement national. On le suit sur ce terrain et cela, après l'action de l'Internationale!

Il va absolument de soi que pour pouvoir lutter d'une façon générale, la classe ouvrière doit s'organiser chez elle en tant que classe et **l'intérieur du pays est le théâtre immédiat de sa lutte**. C'est en cela que sa lutte de classe est nationale, non pas quant à son **contenu** mais comme le dit le Manifeste communiste, « quant à sa forme ».

L'immortelle formule « les prolétaires n'ont pas de patrie » est très explicite. Elle devrait être la ligne de conduite de tous les partis ouvriers des pays capitalistes. Lénine pour sa part n'a jamais parlé que de la défense de la **patrie socialiste**. Termes justifiés, malgré les monstruosité bureaucratiques dont l'U.R.S.S. et les Etats ouvriers ont été et sont encore le théâtre. Il faut reconnaître que dans ces pays, le pouvoir de la bourgeoisie a été renversé. La défense de ces pays signifie la défense de la propriété collective, condition indispensable du socialisme.

C'est le révisionnisme stalinien qui explique la politique du P.C.F. vis-à-vis des mouvements de libération nationale et particulièrement de la Révolution Algérienne. La ligne du P.C.F. est celle des intérêts légitimes de la France. **Tout cela revient à mettre sur le même pied une nation impérialiste et l'Algérie, pays opprimé**. Le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste est encore sur ce point extrêmement clair. Le devoir du Parti Communiste est de faire «... la division... nette et précise des nations dépendantes protégées, et oppressives et exploiteuses, jouissant de tous les droits contrairement à l'hypocrisie bourgeoise et démocratique